

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GÉNÉRAL
E/CN.4/SR.197
29 mai 1950
ORIGINAL : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPTIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le mercredi 17 mai 1950, à 14 heures 15.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II) - Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :
- Articles supplémentaires relatifs aux réserves au pacte, proposés par le Royaume-Uni (E/CN.4/375) et par la Belgique (E/CN.4/486);
- Articles 24, 25 et 26 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/457, E/CN.4/494);
- Projet de résolution présenté par la France (E/CN.4/501).

PRESENTS

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITIAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. TSAO	
	M. SORENSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MENTA	Inde
	M. MALIK	Iran
	M. MENNEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIEE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentante d'une institution spécialisée :

Mlle ORENSTEIN	Organisation mondiale de la santé (OMS)
----------------	--

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie A :

Mme BERG	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme AIETA	Union catholique internationale de service social
M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
Mlle ROEB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle SCHAEFER	Union internationale des ligues catholiques féminines
M. GROSSMAN	Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. SCHACHTER	Département juridique
M. DAS	Secrétaire de la Commission

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite)

Articles supplémentaires relatifs aux réserves au pacte, proposés par le Royaume-Uni (E/CN.4/375) et par la Belgique (E/CN.4/486)

1. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission à se prononcer sur la proposition du Royaume-Uni tendant à l'insertion dans le projet de pacte d'un nouvel article relatif aux réserves (E/CN.4/375), ainsi que sur l'article supplémentaire proposé par la délégation de la Belgique sur le même sujet (E/CN.4/486).

2. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) expose que des Etats très désireux de ratifier le pacte pourraient, dans certains cas, avoir une législation qui ne serait pas en accord absolu avec les dispositions de ce pacte. Il leur faudrait un certain temps avant de modifier cette législation, ce qui pourrait avoir pour résultat de retarder considérablement la ratification du pacte. C'est pour empêcher une telle éventualité et pour permettre aux Etats de ratifier rapidement le pacte, que la délégation du Royaume-Uni a présenté son article supplémentaire.

3. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare que sa délégation s'oppose à l'article supplémentaire du Royaume-Uni, qui permettrait à toute partie contractante de modifier à son gré les obligations du pacte. Le paragraphe 1 de cet article supplémentaire prévoit qu'une partie contractante peut formuler une réserve quant à une clause quelconque du pacte, dans la mesure où une disposition législative en vigueur sur son territoire n'est pas conforme à ladite clause. Un tel texte constituerait, en fait, une invitation aux différents Etats à formuler des réserves; le résultat en serait que chaque partie au pacte rédigerait pour son compte un pacte des droits de l'homme distinct. En outre, d'après cet article supplémentaire, il ne serait pas nécessaire d'obtenir l'accord des autres parties contractantes sur les réserves ainsi formulées. La délégation des Etats-Unis estime que l'on accorderait ainsi une latitude beaucoup trop grande aux parties contractantes.

4. M. NISOT (Belgique) déclare que selon le système habituellement suivi par l'Organisation des Nations Unies, l'adhésion d'un Etat est tenue

pour nulle à l'égard de tous les Etats contractants si elle est accompagnée d'une réserve et que celle-ci soit repoussée par l'un quelconque d'entre eux; tandis que selon l'article supplémentaire proposé par la délégation belge, l'adhésion ne serait tenue pour nulle qu'à l'égard des Etats contractants ayant repoussé la réserve et elle serait valable à l'égard de tous les autres. Partant plus souple, la formule belge est plus favorable à la formation de liens contractuels, elle permet aux Etats d'assumer certaines obligations là où le système des Nations Unies ne leur permet pas d'en assurer aucune.

5. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique reconnaît que l'article supplémentaire de la Belgique est préférable à celui du Royaume-Uni. Cependant, il constitue également une invitation aux différents Etats à formuler des réserves. Il est évident qu'en insérant dans le pacte relatif aux droits de l'homme un article prévoyant la possibilité de formuler des réserves, le nombre de celles-ci sera considérable.

6. M. KYROU (Grèce) suggère que l'on fonde en un seul les deux articles supplémentaires du Royaume-Uni et de la Belgique. Le premier paragraphe de cet article serait le premier paragraphe de l'article de la Belgique; le deuxième paragraphe serait constitué par le deuxième paragraphe de l'article du Royaume-Uni; enfin, le troisième paragraphe serait le deuxième paragraphe de l'article de la Belgique. Par ailleurs, le représentant de la Grèce se demande si l'on ne pourrait pas donner à cette proposition la forme d'une résolution adressée au Conseil économique et social.

7. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) n'accepte pas la suggestion du représentant de la Grèce; elle souligne que l'article supplémentaire de la Belgique et celui du Royaume-Uni prévoient deux systèmes très différents.

8. M. SORENSSEN (Danemark) comprend fort bien les raisons pour lesquelles la délégation des Etats-Unis ne peut accepter les deux articles supplémentaires. Il fait observer cependant que si ni l'une ni l'autre n'était adoptée un grand nombre d'Etats estimerait ne pas pouvoir ratifier le pacte. Le représentant du Danemark rappelle que les Gouvernements de la Norvège et des Pays-Bas se sont prononcés en faveur de l'insertion d'un article de ce genre.

9. M. Sorensen pense que l'article supplémentaire de la Belgique pourrait fort bien être mis en vigueur si le pacte présentait un caractère bilatéral. Mais, en l'occurrence, il faut qu'un Etat sache à l'avance que toutes les parties

contractantes accepteraient ses dispositions, sinon il ne pourra pas apporter sa ratification au pacte. L'article supplémentaire du Royaume-Uni, au contraire, place le problème dans un cadre précis. Il n'autorise de réserves que sur des questions limitées; c'est pourquoi le représentant du Danemark approuve ce dernier article.

10. M. NISOT (Belgique) déclare que l'inconvénient de l'article supplémentaire du Royaume-Uni réside dans le fait qu'il n'autorise que des réserves précises et qu'il exclut toutes autres de réserves, même celles qui seraient formulées en vertu du système appliqué habituellement par l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de la Belgique ajoute que, si elle adoptait l'article supplémentaire du Royaume-Uni, la Commission devrait le faire en pleine conscience de ses conséquences juridiques.

11. M. CASSIN (France) fait observer que l'article supplémentaire du Royaume-Uni présenterait une importance si l'ensemble du système d'accession au pacte était déterminé par l'adoption préalable d'une législation appropriée. Mais, étant donné que la Commission a décidé que les Etats pourraient "dans un délai raisonnable" harmoniser leurs législations avec les dispositions du pacte, l'article supplémentaire du Royaume-Uni ne semble pas opportun.

12. Au sujet du texte français de l'article supplémentaire du Royaume-Uni, M. Cassin déclare qu'il conviendrait de remplacer aux premier et deuxième paragraphes les termes "disposition législative" par les mots "règle de droit".

13. M. TCHANG (Chine) déclare qu'après les explications données par le représentant de la Belgique il ne peut appuyer l'article supplémentaire de celui-ci. Il convient en effet de ne pas donner au pacte un caractère bilatéral et de souligner au contraire l'objet plus large de ce document.

14. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) ne peut appuyer ni l'article supplémentaire du Royaume-Uni, ni celui de la Belgique, pour les raisons suivantes : En premier lieu, le pacte lui-même contient de nombreuses dispositions d'un caractère restrictif. En outre, il a été décidé d'accorder aux différentes parties contractantes un délai raisonnable dans lequel elles pourront harmoniser leur législation avec les dispositions du pacte. Enfin, l'article 4 du pacte permet aux parties contractantes de limiter, dans certains cas importants, l'application des dispositions du pacte.
15. D'après l'article supplémentaire de la Belgique, le respect des droits de l'homme semblerait être un problème qui se poserait entre deux Etats, alors qu'en fait, il intéresse l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble. On ne peut donc limiter l'application des dispositions du pacte plus que ne l'ont fait certains articles de ce pacte.
16. M. MENDEZ (Philippines) déclare qu'il votera contre l'article supplémentaire du Royaume-Uni.
17. M. MALIK (Liban) partage le point de vue du représentant de la Yougoslavie : les dispositions du pacte présentent un caractère tellement fondamental qu'il est difficile d'envisager la possibilité de formuler des réserves à leur égard. M. Malik demande au représentant du Danemark si celui-ci peut donner à la Commission l'exemple d'une disposition à propos de laquelle son pays serait désireux de formuler une réserve.
18. M. SØRENSEN (Danemark) répond qu'en ce qui concerne les personnes atteintes de folie la législation de son pays ne prévoit aucune disposition conforme au paragraphe 5 de l'article 9 du pacte. Si le Danemark accepte de ratifier le pacte sans réserve, il devra adopter une législation en ce sens. Par contre, si le Danemark formule une telle réserve, et si une autre partie contractante n'accepte pas cette réserve, le Danemark, d'après l'article supplémentaire de la Belgique, ne serait pas lié vis-à-vis de cette partie contractante. Par contre il resterait lié vis-à-vis de toutes les parties contractantes ayant accepté sa réserve.
19. M. NISOT (Belgique) fait observer que, d'après le système appliqué habituellement par l'Organisation des Nations Unies, le Danemark ne serait, dans un cas pareil, lié vis-à-vis de personne. D'après le système suggéré par la délégation belge, la plus grande partie des engagements internationaux subsisterait.

20. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, demande à la représentante du Royaume-Uni comment, d'après le système suggéré dans son article supplémentaire, il serait possible à un Etat de faire une réserve sur le sens même de l'article 20, alors que dans cet Etat il n'existerait pas de législation concernant le sujet de l'article 20. Une telle réserve ne serait-elle pas exclue par l'adoption de l'article supplémentaire du Royaume-Uni ?
21. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) répond qu'il s'agit là d'une réserve sur l'interprétation d'un article et non pas d'une réserve motivée par l'adoption ultérieure d'une mesure législative. La représentante du Royaume-Uni ignore s'il est courant, d'après la procédure appliquée habituellement par l'Organisation des Nations Unies, de formuler des réserves sur le sens même d'un article.
22. M. NISOT (Belgique) estime qu'en adoptant l'article supplémentaire du Royaume-Uni il ne serait pas possible d'appliquer la procédure habituellement suivie par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les réserves. Il serait impossible, en particulier, qu'un gouvernement, agissant sous la pression de son parlement, adopte le texte du pacte en faisant des réserves sur l'interprétation de tel ou tel article.
23. M. SCHACHTER (Secrétariat) pense que, pour les réserves qui ne sont pas prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article supplémentaire du Royaume-Uni, le Secrétaire général suivra la procédure ordinaire qui consiste à donner communication de ces réserves à toutes les parties contractantes. Si tous les Etats parties au pacte approuvent la réserve, celle-ci est acceptée; si un ou deux Etats ne l'approuvent pas, la réserve et la ratification ou l'adhésion sont refusées.
24. En ce qui concerne les réserves prévues par l'article supplémentaire du Royaume-Uni, les parties contractantes pourraient les formuler sans avoir besoin de l'acceptation des autres Etats signataires du pacte.
25. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) déclare que, si l'article supplémentaire du Royaume-Uni était adopté, la procédure qu'il prévoit serait la seule qu'il conviendrait d'appliquer lorsque l'on formulerait des réserves; il exclurait le système de réserves habituellement appliqué par l'Organisation des Nations Unies.
26. La PRESIDENTE déclare que, dans ces conditions, la Commission peut, soit adopter le système prévu par l'article supplémentaire du Royaume-Uni, qui envisage un système de réserves d'un caractère fort limité, soit adopter le

système prévu par l'article supplémentaire de la Belgique, soit enfin rejeter ces
 deux articles supplémentaires, auquel cas le système de réserves appliqué par
 l'Organisation des Nations Unies sera mis en vigueur pour le pacte.

27. M. ORIBE (Uruguay) estime que l'interprétation donnée par le représentant du Secrétariat est exacte. En effet, il existe des réserves qui ne seraient pas prévues par la proposition du Royaume-Uni; il s'agit de réserves concernant la date d'application du pacte, les territoires sur lesquels le pacte sera mis en vigueur, les pouvoirs constitutionnels, etc. Si la délégation du Royaume-Uni désire exclure ce genre de réserves, il faut qu'elle le fasse ^{savoir} ~~explicitement~~ dans son texte.

28. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) déclare qu'à la lumière des observations du représentant de l'Uruguay, elle modifie de la façon suivante le texte du paragraphe 1 de sa proposition : "formuler une réserve uniquement quant à une clause quelconque du pacte..."

29. La PRESIDENTE fait savoir que, conformément à l'article 61 du règlement intérieur, elle mettra aux voix en premier lieu l'article supplémentaire du Royaume-Uni, qui a été présenté à la Commission le premier.

30. M. NISOT (Belgique) demande que l'article supplémentaire de la Belgique soit mis aux voix avant celui du Royaume-Uni; le premier de ces articles est plus absolu que le second. En outre, si l'article supplémentaire de la Belgique n'est pas adopté, le représentant de la Belgique pourra ^{peut-être} se prononcer en faveur de celui du Royaume-Uni; par contre, si ce dernier est mis aux voix en premier lieu, il devra nécessairement voter contre cet article.

31. La PRESIDENTE demande aux membres de la Commission s'ils désirent voter en premier lieu sur l'article supplémentaire de la Belgique.

Par 5 voix contre 2, avec 7 abstentions, il est décidé de mettre aux voix en premier lieu l'article supplémentaire de la Belgique.

Par 9 voix contre 3, avec 3 abstentions, l'article supplémentaire de la Belgique (E/CN.4/486) est rejeté.

32. La PRESIDENTE met aux voix le mot "uniquement" que la représentante du Royaume-Uni a proposé d'insérer dans le paragraphe 1 de son article supplémentaire.

Par 6 voix contre une, avec 8 abstentions, il est décidé de ne pas insérer le mot "uniquement" dans le paragraphe 1 de l'article supplémentaire du Royaume-Uni.

Par 9 voix contre 4, avec 2 abstentions, l'article supplémentaire du Royaume-Uni (E/CN.4/375) est rejeté.

33. M. MISOT (Belgique) déclare qu'il interprète ce vote comme indiquant que le système de réserves tel qu'il est habituellement suivi par l'Organisation des Nations Unies sera applicable au présent pacte.

Articles 24 et 25 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/437, E/CN.4/494)

34. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) rappelle que la Commission a pour tâche principale de communiquer au Conseil économique et social la deuxième partie du projet de pacte et les articles sur les mesures de mise en oeuvre; il ne serait donc pas opportun de procéder à une très longue discussion sur les articles 24 et 25; ces articles feront eux-mêmes l'objet d'un débat approfondi au Conseil économique et social. Pour ces raisons, la représentante du Royaume-Uni propose formellement que la Commission ne discute pas les articles 24 et 25.

35. M. KYROU (Grèce) appuie la proposition du Royaume-Uni et ajoute que la Commission pourrait demander au Conseil économique et social de faire une application très large de l'Article 69 de la Charte lorsqu'il discutera lui-même des articles 24 et 25 du projet de pacte.

36. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, se prononce contre la proposition du Royaume-Uni. La Commission des droits de l'homme est le seul organe compétent qui puisse discuter en détail les articles 24 et 25 et se prononcer sur la nécessité même et le contenu de ces articles. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ne pourront prendre de décision valable que si la Commission a procédé, au préalable, à une telle discussion. La Présidente rappelle les difficultés qui ont surgi à l'Assemblée générale lorsque celle-ci a discuté, en l'absence de recommandations, les clauses fédérale et coloniale à propos de la Convention pour la répression et l'abolition de la traite des être humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.

37. M. RAMADAN (Egypte) rappelle que, lorsque la clause fédérale a été soumise à son examen, la Troisième Commission de l'Assemblée générale a décidé de renvoyer le problème à la Sixième Commission. Cette dernière a tenu plusieurs séances sans pouvoir aboutir à un accord; en définitive, la Sixième Commission a décidé de supprimer la clause fédérale de la Convention pour la répression et l'abolition de la prostitution.
38. En ce qui concerne la clause coloniale, le représentant de l'Egypte fait observer que l'Assemblée générale, au cours de plusieurs sessions, a discuté longuement de cette question. La position de chaque pays est bien définie; il n'en est évidemment pas de même en ce qui concerne la clause fédérale.
39. M. WHITIAM (Australie) appuie la proposition du Royaume-Uni; il estime en effet que les deux articles 24 et 25 n'affectent en rien le fond même du pacte; en outre, la Commission n'aura manifestement pas le temps d'en discuter.
40. M. VALENZUELA (Chili) fait observer que la clause fédérale ne s'applique en fait qu'à un seul pays, les Etats-Unis; dans la plupart des autres pays fédéraux, le pouvoir central dispose d'une autorité plus grande que dans le cas des Etats-Unis. Il est certain que de la discussion de l'article 24 dépend, pour les Etats-Unis, la possibilité de ratifier le pacte; il conviendrait donc de discuter de cet article.
41. En ce qui concerne la clause coloniale, elle a fait l'objet de très longues discussions devant l'Assemblée générale; l'attitude de chaque délégation est bien connue. C'est pourquoi le représentant du Chili suggère que la Commission procède dès maintenant à l'examen de l'article 24 et qu'après cette discussion la délégation du Royaume-Uni présente à nouveau sa proposition, en la limitant à l'article 25.
42. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, souligne que son Gouvernement n'est pas le seul que la clause fédérale intéresse et qu'il ne pourrait pas se prononcer sur le pacte sans avoir obtenu au préalable les vues des membres de la Commission des droits de l'homme sur la clause fédérale. La Présidente accepterait volontiers que la Commission ne procède pas, au cours de la présente session, à l'examen de l'article 25.

43. Mlle BOWIE (Royaume-Uni), en réponse au représentant du Chili, déclare que les articles 24 et 25 sont intimement liés. De l'adoption de ces articles dépend, dans une grande mesure, la ratification de nombreux Etats.

44. M. CASSIN (France) partage le point de vue de la représentante du Royaume-Uni. Il fait observer que l'on peut compter la France parmi les Etats fédéraux; en effet, d'importantes territoires de l'ancien empire français ont acquis récemment la souveraineté. La Commission doit discuter en même temps des articles 24 et 25, ou ne discuter aucun de ces deux articles.

45. M. MALIK (Liban) se prononce contre la proposition du Royaume-Uni. Il partage le point de vue de la Présidente: il appartient à la Commission de transmettre au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des recommandations sur les deux articles 24 et 25.

46. M. ORIBE (Uruguay) souligne que les deux clauses coloniale et fédérale présentent des aspects juridiques et politiques. Il ajoute que la Commission ne peut actuellement procéder à la discussion de ces deux clauses, car on n'a jamais effectué d'étude sur leurs conséquences juridiques et politiques. La Commission ne pourrait donc faire en l'occurrence qu'une oeuvre d'improvisation. C'est pourquoi le représentant de l'Uruguay se prononce en faveur de la proposition du Royaume-Uni; il propose en outre de demander au Secrétariat une étude sur les conséquences juridiques et politiques des clauses fédérale et coloniale.

47. La PRÉSIDENTE met aux voix la proposition du Royaume-Uni tendant au renvoi de la discussion des articles 24 et 25.

Par 8 voix contre 5, avec une abstention, la proposition du Royaume-Uni est adoptée.

48. La PRÉSIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare qu'en raison du vote auquel la Commission vient de procéder son Gouvernement ne pourra se prononcer sur le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme.

49. M. SORENSSEN (Danemark) déclare avoir voté pour la proposition du Royaume-Uni, car il estime que la Commission n'a pas assez de temps pour discuter

des articles 24 et 25. Ces articles pourront faire l'objet d'une discussion approfondie devant le Conseil économique et social; comme l'a suggéré le représentant de la Grèce, on pourrait inviter le Conseil à faire une application très large de l'Article 69 de la Charte lorsqu'il discutera de ces deux articles.

50. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare avoir voté contre la proposition du Royaume-Uni. De nombreux représentants ont déclaré que les problèmes en cause ont déjà été discutés longuement à diverses occasions. Les membres de la Commission avaient donc toute la compétence requise pour en discuter dès maintenant.

51. Mme MEHTA (Inde) déclare avoir voté pour la proposition du Royaume-Uni; les articles 24 et 25 soulèvent des questions d'ordre constitutionnel et autres d'un caractère fort compliqué; la Commission n'avait donc pas le temps d'en discuter. C'est à l'Assemblée générale qu'il conviendra de se prononcer sur cette question; elle le fera certainement de façon satisfaisante.

52. M. KYROU (Grèce) déclare avoir voté pour la proposition du Royaume-Uni pour les mêmes raisons que celles exposées par les représentants de l'Inde et du Danemark.

53. M. RAMADAN (Egypte) déclare avoir voté pour la proposition du Royaume-Uni. Il reconnaît que la Commission des droits de l'homme est parfaitement compétente pour étudier les clauses coloniale et fédérale; cependant, la Sixième Commission de l'Assemblée générale a consacré une semaine entière à l'examen de la clause fédérale sans aboutir à un accord sur cette question. Il en résulte de toute évidence que la Commission des droits de l'homme n'avait pas le temps à l'heure actuelle de procéder à une discussion approfondie des articles 24 et 25.

54. M. CASSIN (France) déclare n'avoir pas pu voter pour la proposition du Royaume-Uni car il a estimé que la Commission ne devait pas se dessaisir de l'étude des problèmes soulevés dans les articles 24 et 25. Il est certain, d'autre part, qu'au moment où elle termine ses travaux la Commission pouvait difficilement se prononcer sur ces articles sans en connaître parfaitement les effets juridiques.

55. M. ORIBE (Uruguay) propose de demander au Secrétariat une étude sur les conséquences juridiques des articles 24 et 25.

56. M. WHITLAM (Australie) appuie cette proposition en insistant pour que le Secrétariat fasse une étude sur les précédents et pratiques qui ont été suivis au sein de l'Organisation des Nations Unies.

57. M. SCHACHTER (Secrétariat) déclare que le Secrétariat est tout disposé à procéder à une analyse des précédents et pratiques ; il rappelle que le Secrétariat a déjà effectué une étude sur les textes relatifs à la clause coloniale. Mais il ne serait pas possible au Secrétariat de procéder à une étude portant sur les aspects politiques de la question ni sur les aspects qui mettent en jeu des lois constitutionnelles ou des lois relatives à l'organisation territoriale.

Par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la proposition de l'Uruguay est adoptée.

Article 26 (E/CN.4/365, E/CN.4/353/Add.10)

58. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare que sa délégation est prête à retirer l'amendement qu'elle a présenté à l'article 26 en faveur de l'amendement présenté par la délégation française, à condition que dans le troisième paragraphe de l'amendement de la France on remplace le mot "ratifiés" par le mot "acceptés" et que l'on supprime les mots "lors de leur adhésion". Les termes utilisés par l'amendement des Etats-Unis sont en effet plus larges, car il existe plusieurs façons d'accepter un pacte, entre autres la signature et la ratification ; d'autre part, ses termes sont conformes à ceux qui sont utilisés dans l'article 23. Au sujet du paragraphe 2 de l'amendement de la France, Mme Roosevelt accepte la majorité des deux tiers prévue dans l'amendement français.

59. M. CASSIN (France) accepte les modifications proposées par la représentante des Etats-Unis.

60. M. NISOT (Belgique) fait observer que, lorsqu'il s'agira d'amender le pacte, les Etats non Membres de l'Organisation qui seraient parties contractantes seraient d'après la proposition de la France exclus de la procédure d'amendement, en ce qui concerne la phase importante qui doit se dérouler devant l'Assemblée. Il serait préférable, en l'occurrence, de prévoir une conférence diplomatique.

61. M. CASSIN (France) répond que les droits des parties contractantes non Membres de l'Organisation seront sauvegardés du fait que les amendements proposés au pacte feront l'objet d'une étude de la part d'un comité réunissant les Etats parties au pacte. L'approbation de l'Assemblée générale n'interviendrait qu'à la suite de cette étude. Sans doute pourrait-on peut-être envisager une procédure identique à celle qui est prévue à l'Article 37 de la Charte, mais il convient

de ne pas supprimer l'essentiel de l'amendement de la France, qui consiste à donner à l'Assemblée générale le pouvoir de prendre la décision finale au sujet des amendements qui seraient apportés au pacte.

62. M. NISOT (Belgique) estime que l'intervention de l'Assemblée générale dans la révision du pacte créerait une inégalité entre parties au Pacte, suivant qu'elles appartiendraient ou n'appartiendraient pas aux Nations Unies. Si l'on veut absolument maintenir le principe du contrôle par l'Assemblée générale, il faudrait au moins accorder aux Etats non Membres qui seront parties au pacte le droit de participer aux délibérations de l'Assemblée. A cet égard, M. Nisot rappelle que les Etats qui ne sont pas Membres des Nations Unies, mais qui sont parties au Statut de la Cour internationale de Justice ont le droit de participer aux élections de celle-ci.

63. Mme MEHTA (Inde) déclare qu'une telle précaution est inutile, étant donné que les Etats non Membres parties au pacte restent libres de ne pas ratifier les amendements approuvés par l'Assemblée générale. Quoi qu'il en soit, la représentante de l'Inde estime que l'Assemblée générale doit en tout état de cause avoir le droit d'approuver les amendements à un pacte élaboré sous ses auspices.

64. M. CASSIN (France), après avoir rappelé que le texte proposé par la délégation française est identique, quant au fond, à celui que le Royaume-Uni avait présenté lors de la cinquième session, souligne que ce texte ne fait que consacrer la pratique courante en matière d'amendements aux conventions internationales.

65. M. ORIBE (Uruguay) demande au Secrétariat quelle a été la pratique suivie jusqu'ici dans les conventions multilatérales conclues sous les auspices des Nations Unies.

66. M. SCHACHTER (Secrétariat) explique que, dans la Convention sur le génocide, l'article relatif à la révision dispose que toute partie contractante pourra formuler une demande de révision par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général et que l'Assemblée générale statuera sur les mesures à prendre au sujet de cette demande.

67. De même, la Constitution de l'OMS prévoit l'approbation par l'Assemblée de l'OMS de tout amendement proposé à la Constitution. Enfin, des dispositions similaires ont été prévues pour la Constitution de l'Organisation maritime internationale et les autres institutions spécialisées.

68. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) déclare que sa délégation est fermement convaincue que les amendements au pacte doivent recevoir l'approbation de l'Assemblée générale. Ces amendements, même approuvés par l'Assemblée générale, ne lieront d'ailleurs pas les Etats qui ne voudront pas les ratifier.

69. M. NISOT (Belgique) persiste à croire qu'il ne convient pas de permettre aux Membres de l'Assemblée générale qui ne seront pas parties au pacte et qui pourraient être hostiles à celui-ci d'entraver la procédure de révision. D'autre part, s'il est vrai que les Etats non Membres ne seront pas tenus de ratifier les amendements approuvés par l'Assemblée générale, ils seront néanmoins placés sur un pied d'inégalité, du fait qu'ils n'auront pas eu la possibilité de participer aux délibérations de l'Assemblée.

70. M. WHITLAM (Australie) déclare que sa délégation appuie en principe l'amendement de la France. Elle aurait aimé voir insérer une disposition plus précise prévoyant la révision périodique du pacte, comme celle qui figure à l'Article 109 de la Charte touchant la révision de celle-ci. Toutefois, étant donné que l'amendement de la France ne contient aucune disposition expresse qui empêcherait une révision périodique, M. Whitlam ne voit pas la nécessité de proposer un amendement formel dans le sens qu'il vient d'indiquer.

71. M. MENIEZ (Philippines) fait remarquer que la proposition de la France ne précise pas à qui doit appartenir le droit de prendre l'initiative de proposer des amendements. A cet égard, il attire l'attention des membres de la Commission sur la proposition des Philippines (E/CN.4/365, page 73) tendant à ajouter la disposition suivante au paragraphe premier de l'article 26 :

"Tout Etat signataire ou tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies aura le droit de proposer des amendements au présent pacte."

72. M. CASSIN (France) déclare que, pour se conformer aux décisions qu'elle a déjà prises, la Commission ne peut accorder le droit de prendre l'initiative de proposer des amendements qu'aux seuls Etats contractants.

73. M. RAMADAN (Egypte), rappelant les objections du représentant de la Belgique contre le principe de l'approbation des amendements par l'Assemblée générale, doute que cette dernière accepte une pareille limitation à ses prérogatives.

74. M. ORIBE (Uruguay) déclare que le problème posé par le représentant de la Belgique a une importance fondamentale et met la Commission en présence de deux thèses opposées.

75. Selon la première, les Etats contractants seraient maîtres du pacte, une fois celui-ci élaboré et accepté par l'Assemblée générale. Ils l'amenderaient comme ils le voudraient sans que l'Assemblée générale ait son mot à dire. Selon la seconde thèse, l'Assemblée générale ne devrait pas se désintéresser du pacte, même après son entrée en vigueur, et devrait donner son approbation à toute modification qu'il serait proposé d'y apporter.

76. La délégation de l'Uruguay appuie la deuxième thèse parce qu'elle estime que le pacte est un acte d'ordre public et, comme tout acte d'ordre public, il ne peut être modifié que par un acte contraire à l'acte qu'il a créé. C'est la raison pour laquelle elle appuie la proposition de la France en dépit de l'incompatibilité logique qui existe entre ce texte et les textes des articles déjà adoptés.

77. M. CASSIN (France) déplore que les décisions prises par la Commission soient de nature telle qu'elles laissent prévoir que les Etats contractants seront vraisemblablement peu nombreux et constitueront, pour ainsi dire, un "corpus separatum". La délégation française, bien que favorable au principe de l'universalité du pacte, s'est vue obligée de tenir compte de cette situation et d'accorder davantage de garanties aux Etats contractants. Elle s'est efforcée néanmoins de ne pas rompre le lien avec l'Assemblée générale en prévoyant, dans son texte, que celle-ci aura le droit d'approuver les amendements proposés au pacte. On peut se demander d'ailleurs si l'on ne porterait pas atteinte à la souveraineté de l'Assemblée générale en en faisant une sorte de parlement à qui l'on demanderait simplement d'approuver ou de ne pas approuver des amendements.

78. Répondant aux objections du représentant de la Belgique, M. Cassin rappelle que les amendements aux conventions de l'OIT sont approuvés par tous les membres de cette Organisation, y compris ceux qui ne sont pas parties à ces conventions.

79. M. MENDEZ (Philippines) déclare que, à la suite de la discussion qui vient d'avoir lieu, il propose de modifier son amendement de manière à conférer aux seuls Etats contractants le droit de prendre l'initiative de proposer une révision du pacte. A cette fin, M. Mendez propose le texte suivant :

"Les Etats parties au présent Pacte pourront prendre l'initiative de présenter un amendement qui sera voté, en premier lieu, par une conférence composée des représentants de tous les Etats parties au Pacte."

80. M. KYROU (Grèce) estime que les mots "en premier lieu" sont inutiles. D'autre part, pour marquer l'intérêt que présente pour l'Organisation des Nations Unies la révision du pacte, il conviendrait peut-être d'ajouter les mots "au siège de l'Organisation des Nations Unies".

81. M. CASSIN (France) n'est pas partisan d'indiquer le lieu où la Conférence doit se réunir. Toutefois, si le représentant de la Grèce insiste sur son amendement, il conviendrait d'y ajouter les mots "ou à Genève".

82. M. KYROU (Grèce) retire son amendement relatif au lieu de réunion de la conférence.

83. M. TSAO (Chine) déclare qu'il votera contre l'amendement des Philippines, car il en résulterait que les Membres des Nations Unies qui ne seraient pas parties au pacte n'auraient pas le droit de prendre l'initiative de proposer des amendements au pacte. Or comment pourraient-ils ultérieurement adhérer à celui-ci s'ils n'avaient pas le droit de proposer des amendements dans le sens qu'ils désireraient?

84. M. NISOT (Belgique) accepte l'amendement des Philippines.

85. Mme MEHTA (Inde) est opposée à cet amendement qui tend à dénier aux Etats qui ne sont pas parties au pacte le droit d'intervenir dans la révision de ce dernier.

86. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, et M. SCRENSSEN (Danemark) estiment qu'il faut empêcher que les Membres de l'Assemblée générale qui seraient hostiles au pacte entravent son développement.

87. M. MALIK (Liban) pense que le texte proposé par le représentant des Philippines est incomplet. Il conviendrait de préciser en effet à qui la demande de révision doit être présentée.

88. M. MENDEZ (Philippines) propose d'ajouter la phrase : "La demande sera déposée auprès du Secrétaire général, qui en adressera notification aux Etats

parties au Pacte".

89. A la demande de la PRESIDENTE, M. CASSIN (France) déclare qu'il accepte le texte des Philippines en remplacement du texte du premier paragraphe de l'amendement de la France.

90. M. SCHACHTER (Secrétariat) déclare que, en règle générale, le Secrétaire général ne convoque une conférence que lorsqu'un tiers au moins des Etats parties à une convention l'estiment nécessaire. A cette fin, il suggère de remanier comme suit l'amendement de la délégation des Philippines :

"Tout Etat partie au Pacte pourra y proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général. Le Secrétaire général transmettra le projet d'amendement aux Etats parties au Pacte en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties qui examinerait ces projets et les mettrait aux voix. Si un tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette procédure, le Secrétaire général convoquera la conférence sous les auspices des Nations Unies." (E/CN.4/L.15).

91. M. NISOT (Belgique), M. CASSIN (France) et M. MENDEZ (Philippines) acceptent ce texte.

92. La PRESIDENTE met aux voix le texte suggéré par M. Schachter.

Par 13 voix contre une, ce texte est adopté.

93. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) propose d'ajouter à ce texte la phrase suivante :

"Tout amendement adopté par la majorité des Etats présents et votants sera soumis pour approbation à l'Assemblée générale".

94. Mlle Bowie explique que, de l'avis de sa délégation, il existe un certain nombre de droits, notamment les droits économiques et sociaux, qui ne sauraient faire l'objet de négociations entre les seules parties contractantes.

95. M. NISOT (Belgique) déclare qu'en votant pour le texte qui vient d'être adopté, il avait pensé qu'il était entendu que l'Assemblée générale n'interviendrait pas dans la révision du pacte. Il persiste à croire que l'amendement du Royaume-Uni équivaldrait à donner aux membres de l'Assemblée non parties au pacte le droit d'opposer leur veto aux amendements proposés.

96. M. CRIBE (Uruguay) indique que l'amendement du Royaume-Uni est à mi-chemi entre les deux thèses opposées dont il a parlé plus haut et qu'il évite de placer les questions relatives aux droits de l'homme hors de la compétence de l'Assemblée.

97. Mme MEHTA (Inde) accepte l'amendement du Royaume-Uni qui se contente d'ailleurs de stipuler que les amendements seront soumis à "l'approbation" de l'Assemblée générale.

98. M. WHITLAM (Australie) appuie également cet amendement parce qu'il répond à une nécessité absolue, celle de sauvegarder le droit de contrôle de l'Assemblée générale.

99. M. KYROU (Grèce) estime qu'il conviendrait de laisser aux seuls Etats contractants le droit d'amender le pacte. Cela ne diminuerait d'ailleurs en rien les prérogatives de l'Assemblée générale, à laquelle il est toujours loisible, par le truchement de la Commission des droits de l'homme, de provoquer des études ou l'élaboration de nouveaux pactes.

100. M. MENDEZ (Philippines) met en garde la Commission contre le fait que les Etats Membres non parties au pacte pourront ne pas approuver les buts que visent les Etats contractants ou pourront déjouer toute tentative ayant pour objet d'améliorer ce pacte.

101. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) ne saurait se rallier à la thèse selon laquelle les Etats contractants auraient le monopole de réaliser les objectifs fondamentaux de la Charte.

102. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) dit qu'il faut avant tout mettre le pacte en oeuvre et, dans ce domaine, le rôle de l'Assemblée générale est primordial. C'est l'Assemblée générale qui a chargé l'Organisation des Nations Unies de rédiger le pacte des droits de l'homme, pour donner effet à la Charte des Nations Unies. On ne peut donc pas l'empêcher d'exercer un contrôle sur la mise en oeuvre du pacte et lui demander, après avoir approuvé le pacte, de se désintéresser de la façon dont il est appliqué. C'est pourquoi la Yougoslavie est disposée à appuyer la proposition du Royaume-Uni, étant entendu que l'Assemblée générale ne se bornera pas à approuver les amendements au pacte mais pourra les discuter et les modifier.

103. M. CASSIN (France) voudrait voir poser le problème sur le plan des réalités. La Commission a créé une petite société des Etats parties au pacte. Il faut que cette société compte de nombreux adhérents. Aussi M. Cassin espère-t-il qu'en seconde lecture, la Commission reconsidérera la question du nombre des ratifications nécessaires pour que le pacte soit mis en vigueur. En tous cas, dans la situation que la Commission a créée, il n'est plus possible d'accepter la proposition du Royaume-Uni.

104. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) répond que, si la Commission a fixé à vingt le nombre des ratifications nécessaires pour que le pacte soit en vigueur, cela ne signifie pas nécessairement que le nombre d'Etats parties au pacte sera limité à ce chiffre. Quoi qu'il en soit, l'Assemblée générale n'acceptera pas que la Commission limite ses prérogatives.

105. Mme MENTA (Inde) se réfère à l'exemple de la Convention de l'Organisation internationale du Travail, pour laquelle les amendements sont approuvés par l'Assemblée générale des Etats membres.

106. M. SCHWELB (Secrétariat) déclare que le Secrétariat estime qu'il est de son devoir de faire connaître son opinion dans le problème en discussion, conformément à l'article 26 du règlement intérieur.

107. Le Secrétariat se rend parfaitement compte que la question est délicate. Les Etats parties au pacte ne souhaitent pas que les Etats non parties puissent intervenir dans les questions relatives au pacte. Néanmoins, le Secrétariat tient à attirer l'attention de la Commission sur le danger que présenterait cette solution qui briserait le lien déjà tenu subsistant encore entre le pacte et l'Assemblée générale d'une part, et entre le pacte et l'Organisation des Nations Unies d'autre part, et affecterait ainsi le champ d'action de l'Organisation dans le domaine des droits de l'homme et la responsabilité qu'elle assume au regard de la défense et du respect de ces droits.

108. M. MALIK (Liban) approuve l'attitude prise par la représentante du Royaume-Uni.

109. M. TCHANG (Chine) serait disposé à appuyer l'amendement de la représentante du Royaume-Uni, mais il précise que, selon lui, l'approbation d'un amendement au pacte par l'Assemblée générale impliquerait la discussion de cet amendement. Si la représentante du Royaume-Uni accepte cette interprétation, M. Tchang est disposé à voter en faveur de la proposition du Royaume-Uni.

110. M. ORIBE (Uruguay) précise qu'il y a deux problèmes distincts. Le premier est celui des amendements proposés par les Etats parties au pacte, le second est celui des amendements proposés par l'Assemblée générale. Il faut prévoir une procédure différente pour chacun de ces cas.

111. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement du Royaume-Uni, qui constitue une addition au texte déjà adopté pour le paragraphe 1 de l'article 26.

Par 8 voix contre 4, avec 3 abstentions, cet amendement est adopté.

112. M. NISOT (Belgique) propose un nouvel amendement au paragraphe 1 de l'article 26, ainsi conçu : "l'Assemblée générale prendra les dispositions nécessaires pour assurer la représentation, dans son sein, des Etats qui sont parties au pacte mais qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies".

113. M. VALENZUELA (Chili) demande au représentant du Secrétariat si le texte proposé par le représentant de la Belgique n'est pas incompatible avec les termes de la Charte.

114. M. SCHACHTER (Secrétariat) dit qu'aucune disposition ne prévoit la participation à l'Assemblée générale d'un Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies dans une situation de ce genre, mais qu'il existe des précédents de participation d'Etats non membres à des commissions et que l'Assemblée générale peut donc parfaitement agir dans le sens indiqué par l'amendement de la Belgique.

115. M. KYROU (Grèce), appuyé par M. MALIK (Liban) précise que les précédents auxquels se réfère M. Schachter concernent uniquement des séances de commissions de l'Assemblée générale mais non pas les séances plénières de l'Assemblée.

116. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) dit qu'en effet l'Assemblée générale a autorisé des Etats non membres de l'Organisation à intervenir dans certaines questions, mais seulement lorsqu'ils ne pouvaient être représentés dans les débats relatifs à ces questions. Or tel n'est pas le cas ici.

117. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) s'associe à l'observation de la représentante du Royaume-Uni. Tous les Etats parties à la Conférence sont Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il n'y a donc aucun péril pour les Etats non membres qui ne sont pas représentés à l'Assemblée générale.

118. M. TCHANG (Chine) demande si la représentation des Etats non membres comportera le droit de vote.

119. M. SCHACHTER (Secrétariat) répond que, dans les précédents cités, la représentation des Etats non membres ne comportait pas le droit de vote. Seul le Statut de la Cour internationale de Justice comporte une disposition qui permet d'accorder le droit de vote aux Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies mais qui sont parties au Statut de la Cour. En dehors de ce cas, le droit de vote est régi en termes formels par l'Article 18 de la Charte.

120. M. CASSIN (France) signale que la question a déjà été réglée par la Société des Nations. Il cite à ce propos l'Article 35 de la Charte, en vertu duquel un Etat qui n'est pas Membre de l'Organisation peut attirer l'attention du Conseil ou de l'Assemblée sur le différend auquel il est partie, pourvu qu'il accepte au préalable les obligations de règlement pacifique prévues dans la Charte. On peut accorder aux Etats non membres une voix consultative mais non pas le droit de vote. C'est pourquoi la France ne pourra pas voter pour la proposition belge, qui imposerait une obligation nouvelle à l'Assemblée générale.

121. M. ORIBE (Uruguay) dit qu'il est impossible d'accorder aux Etats non membres de l'Organisation le droit de vote à l'Assemblée générale. Ce faisant, d'ailleurs, on changerait la portée du texte du Royaume-Uni qui vient d'être adopté puisque l'on changerait la composition même de l'Assemblée générale.

122. M. NISOT (Belgique), tout en restant persuadé du bien-fondé de son amendement, le retire, car il constate qu'il a peu de chances d'être adopté.

123. La PRESIDENTE invite la Commission à examiner le paragraphe 2 du texte proposé par la France pour l'article 26.

124. M. KYROU (Grèce) fait observer que, pour mettre le paragraphe 2 en harmonie avec le paragraphe 1er, il faut remplacer le mot "adoptés", à la première ligne par le mot "approuvés".

Par 14 voix contre zéro, avec 1 abstention, le texte proposé par la France pour le paragraphe 2 de l'article 2, ainsi modifié, est adopté.

125. La PRESIDENTE invite la Commission à examiner le paragraphe 3 du texte proposé par la France pour l'article 26. Elle indique que plusieurs amendements à ce texte ont déjà été acceptés par le représentant de la France.

126. M. MALIK (Liban) propose de supprimer les mots "qu'elles ont acceptées" à la troisième ligne du paragraphe, en raison de la décision prise à la séance du matin. En effet, les Etats parties au pacte en ont accepté, de ce fait, toutes les dispositions. Les mots en question sont donc inutiles.

127. M. NISOT (Belgique) ne s'oppose pas à la proposition du Liban mais il fait observer que cette modification ne préjuge en rien de la question des réserves qui reste entière.

128. M. CASSIN (France) partage le point de vue du représentant de la Belgique.

129. La PRESIDENTE met aux voix le texte du paragraphe 3 de l'article 26 ainsi modifié.

A l'unanimité, ce texte est adopté.

130. M. ORIBE (Uruguay) fait observer que la Commission ayant prévu la procédure relative aux amendements, il n'apparaît pas nécessaire de prévoir la possibilité pour l'Assemblée générale de recommander ultérieurement de nouveaux amendements ou de nouveaux protocoles.

131. La PRESIDENTE et M. NISOT (Belgique) répondent que cette possibilité existe déjà en vertu des dispositions mêmes de la Charte. L'Assemblée générale peut toujours faire des recommandations dans le cadre de la Charte.

132. La PRESIDENTE met aux voix l'ensemble de l'article 26 amendé.

Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble de l'article 26 amendé est adopté.

133. La PRESIDENTE demande au représentant de l'Uruguay de préciser la portée de son projet de résolution invitant le Secrétaire général à procéder à une étude sur les précédents concernant la clause fédérale et la clause coloniale.

134. M. ORIBE (Uruguay) aurait voulu que le Secrétariat procédât à une étude générale de la question mais le représentant du Secrétaire général a dit qu'il ne pouvait que se borner à la compilation des précédents existant dans les procédures de l'Organisation des Nations Unies.

135. La PRESIDENTE demande aux membres de la Commission s'ils approuvent que l'étude à entreprendre par le Secrétaire général se limite à ces précédents.

136. M. SCHACHTER (Secrétariat) dit que le Secrétaire général est prêt à entreprendre l'étude demandée dans les conditions indiquées, c'est-à-dire ne portant que sur les précédents et pratiques de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière de clauses coloniale et fédérale, à l'exclusion de toute incursion dans le domaine des législations nationales.

137. M. VALENZUELA (Chili) fait observer que ces précédents et ces pratiques sont déjà connus de toutes les délégations et que, si l'étude entreprise par le Secrétaire général se borne à ce domaine, elle restera infructueuse.

138. La PRESIDENTE dit que le texte de l'Uruguay limite l'étude demandée aux précédents et pratiques de l'Organisation des Nations Unies.

PROJET DE RESOLUTION DE LA FRANCE SUR DES RAPPORTS RELATIFS AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME (E/CN.4/501)

139. La PRESIDENTE indique que la Commission est saisie de trois projets de résolution présentés par la France, le Liban et le Danemark.

140. M. CASSIN (France) fait observer que le projet de résolution de la France (E/CN.4/501) est lié à la mise en oeuvre du pacte relatif aux droits de l'homme et que, par conséquent, il doit être examiné en premier lieu.

141. M. SORENSEN (Danemark) et M. MALIK (Liban) ne voient pas d'inconvénient à ce qu'il en soit ainsi, sans toutefois se rallier aux raisons exprimées par M. Cassin.

142. Il est décidé de discuter le projet de résolution de la France.
M. CASSIN (France) expose que le projet de résolution de la France tend à ce que l'Assemblée générale recommande aux Etats Membres d'envoyer un rapport annuel au Secrétaire général sur la manière dont leur droit national a assuré, au cours de l'année, le respect des droits de l'homme. M. Cassin souligne qu'il faut en effet que l'Assemblée générale prenne ses responsabilités et exige des Etats Membres un minimum de respect pour les droits de l'homme. Le projet de la France vise avant tout à exiger le respect des dispositions de l'Article 56 de la Charte des Nations Unies.

143. Il est à remarquer que le projet ne précise pas l'année à partir de laquelle les rapports annuels devront être envoyés au Secrétaire général. D'autre part, il ne donne pas non plus d'indications sur la teneur de ces rapports ni sur les modalités de leur examen par la Commission des droits de l'homme. Certes, il existe déjà un annuaire des droits de l'homme. Mais cet annuaire ne constitue qu'un document de référence, alors que les rapports annuels seront obligatoirement examinés par la Commission qui devra, par ailleurs, adresser ses observations au Conseil économique et social. Les rapports annuels se sont déjà révélés efficaces dans certaines institutions spécialisées. Ils ne constituent pas un empiètement sur la souveraineté des Etats.

144. Enfin, le projet de la France respecte la compétence du Conseil économique et social puisque c'est au Conseil que la Commission devra adresser ses observations.

145. M. NISOT (Belgique) pense que le projet de résolution de la France n'est pas conforme aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et, dans ces conditions, il votera contre ce projet.

146. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, dit qu'il existe déjà un annuaire des droits de l'homme et que les rapports prévus par le projet de résolution de la France ne lui paraissent pas nécessaires. Le dernier paragraphe du projet de la France prévoit que le contenu des rapports annuels sera déterminé par la Commission des droits de l'homme et pourra donc porter sur des renseignements que les Etats ne seront pas en mesure de fournir. Il dépasse donc le cadre de la mise en oeuvre du pacte. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis votera contre le projet de résolution de la France.

147. La Présidente invite la représentante de la Confédération internationale des syndicats libres à faire une déclaration.

148. Mlle SENDER (Confédération internationale des syndicats libres) appuie entièrement l'idée qui inspire le projet de résolution de la France. Les rapports annuels prévus par le projet ne feront nullement double emploi avec les renseignements contenus dans l'annuaire des droits de l'homme. Certes, la Confédération internationale des syndicats libres est opposée à l'ingérence dans les questions d'ordre national, mais les dispositions prévues par le projet de la France sont des plus modérées et constituent le minimum de contrôle nécessaire si l'on veut assurer la mise en oeuvre du pacte.

149. Mme MEHTA (Inde) appuie le projet de résolution de la France. Toutefois, elle pense que le Comité des droits de l'homme sera mieux placé que tout autre organisme pour assurer le respect des droits de l'homme dans le monde entier. Les renseignements publiés par l'Annuaire des droits de l'homme sont anciens et ne donnent pas un tableau exact de la situation dans les divers Etats. La représentante de l'Inde ne pense pas, comme la représentante des Etats-Unis, que la Commission, en établissant un règlement déterminant le contenu des rapports annuels, outrepasserait son mandat. La Commission examinera les rapports annuels mais elle ne fixera pas les mesures à prendre à la suite de cet examen. Cette initiative appartiendra ^{exclusivement} à l'Assemblée générale ou au Conseil économique et social.

150. M. MALIK (Liban) appuie le projet de résolution de la France. Le dernier paragraphe du dispositif est parfaitement conforme aux pratiques suivies par le Conseil économique et social. Il est sans doute possible, pour apaiser les craintes exprimées par la représentante des Etats-Unis, de rédiger ce paragraphe d'une façon moins formelle et plus objective. En ce qui concerne l'objection soulevée par le représentant de la Belgique, selon laquelle le projet en question serait incompatible avec les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des

Nations Unies, il semble qu'il soit préférable de laisser au Conseil économique et social le soin d'en juger. Si le Conseil estime que le projet de résolution n'est pas conforme, en effet, aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, il ne manquera pas de le rejeter.

151. Pour ce qui est du vote sur le projet, M. Malik préférerait que l'on vote séparément sur les divers paragraphes du dispositif.

152. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) dit que si l'on demande trop aux Etats on n'obtiendra rien. Les renseignements publiés dans l'Annuaire des droits de l'homme lui paraissent suffisants.

153. M. VALENZUELA (Chili) demande la suppression de la mention de la date du 31 décembre au premier paragraphe du dispositif, en raison du fait que les dates des sessions parlementaires diffèrent suivant les différents pays. Ainsi, si certains représentants pensent que le dernier paragraphe du dispositif est contraire à l'esprit de la Charte, ils pourront voter contre ce paragraphe.

La séance est levée à 18 heures 50.